



**PRÉFET
DES CÔTES-
D'ARMOR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction des Relations
avec les Collectivités
Territoriales**

Arrêté

portant prescriptions complémentaires Société NUTREA NUTRITION ANIMALE à Plouisy

Le Préfet des Côtes-d'Armor

- Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L. 181-25 et R. 181-45 ;
- Vu** le décret du 23 octobre 2024 portant nomination de M. François GUILLOTOU de KERÉVER, Préfet des Côtes-d'Armor ;
- Vu** l'arrêté du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Georges SALAÜN, Secrétaire général de la Préfecture des Côtes-d'Armor ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables et, notamment, son article 2 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2160 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** les arrêtés préfectoraux du 23 octobre 1990 et du 3 décembre 1993 autorisant l'exploitation d'une usine d'aliment pour bétail et de stockage de céréales au lieu-dit *Keropartz* à PLOUISY ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 4 mars 2010 autorisant la SNC U.C.A à exploiter une usine d'aliment pour bétail et de stockage de céréales au lieu-dit *Keropartz* à PLOUISY ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 juin 2021 prescrivant la réalisation d'une tierce expertise et la mise en œuvre de mesures de réduction du risque afin de prévenir tout risque d'explosion secondaire issu du silo « béton » exploité au lieu-dit *Keropartz* à PLOUISY ;

Vu le récépissé de changement d'exploitant du 30 juin 2010 au bénéfice de la SAS Nutréa Nutrition Animale ;

Vu la tierce expertise transmise à l'inspection en septembre 2022 et mise à jour le 26 juin 2023 ;

Vu le courrier du 19 janvier 2024 de la société NUTREA NUTRITION ANIMALE dans lequel l'exploitant apporte des précisions sur les mesures qui seront mises en œuvre suite aux conclusions de la tierce expertise ;

Vu le rapport et les propositions du 2 janvier 2025 de l'Inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté le 7 janvier 2025 à la connaissance de l'exploitant ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du projet d'arrêté préfectoral complémentaire susvisé ;

Considérant que les activités réalisées sur le site sont susceptibles d'être à l'origine d'un accident majeur, notamment dans le cas d'une explosion des volumes de stockage de céréales ;

Considérant qu'il y a lieu d'imposer à l'exploitant la mise en œuvre de mesures de maîtrise des risques identifiées dans la tierce-expertise afin de garantir la préservation des intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement et, notamment, d'atteindre un niveau de risque aussi bas que possible dans les conditions économiquement acceptables ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor ;

ARRÊTE

Article 1. Objet

Les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 mars 2010 modifié susvisé applicables à l'installation située au lieu-dit Keropartz à PLOUISY et exploitée par la société NUTREA NUTRITION ANIMALE (NNA), sont complétées et modifiées par celles du présent arrêté.

Article 2. Utilisation des as de carreaux

Il est inséré dans l'arrêté d'autorisation susvisé l'article 8.5.1 suivant :

« ARTICLE 8.5.1 Utilisation des as de carreaux S16 et S19 »

Afin de limiter le risque de ruine des silos en cas d'explosion primaire à l'intérieur des as de carreaux, seul le stockage des produits suivants est autorisé dans les as de carreaux S16 et S19 :

- avoine (kst = 14 bar.m/s) dans les as de carreaux S16 et S19,
- pulpe de betterave (kst = 30 bar.m/s) dans l'as de carreaux S16.

Article 3. Découplage

Il est inséré dans l'arrêté d'autorisation susvisé l'article 8.5.2 suivant :

« ARTICLE 8.5.2 Découplage »

Afin de limiter le risque d'explosion secondaire dans les cellules S17, S18, S20 et S21, l'exploitant met en œuvre, de part et d'autre des communications existantes entre les cellules S17, S18, S20 et S21 et les as de carreaux S16 et S19, des dispositifs de découplage résistants a minima à la surpression résiduelle d'une explosion primaire dans ces volumes, sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Les justificatifs de mise en œuvre de ces dispositifs sont transmis à l'inspection des installations classées.

Article 4. Système de niveau haut du silo S23

Il est inséré dans l'arrêté d'autorisation susvisé l'article 8.5.3 suivant :

« ARTICLE 8.5.3 Silo S23 »

Afin de réduire la distance d'ensevelissement en cas d'ouverture du silo S23, l'exploitant installe, sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, un système de niveau haut limitant à 18 m la hauteur de stockage du grain dans le silo S23.

L'atteinte du niveau haut engendre l'arrêt des équipements de manutention.

Les justificatifs de mise en œuvre de ce dispositif sont transmis à l'inspection des installations classées.

Le système de niveau haut fait l'objet d'une maintenance préventive selon une périodicité à définir par l'exploitant. Les justificatifs relatifs à cette maintenance sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 5. Suivi des structures

L'article 7.2.6 « Suivi des Structures » de l'arrêté d'autorisation susvisé est complété ainsi :

Le suivi des structures pour les silos béton S14 à S21 est réalisé :

- tous les ans, en interne, par contrôle visuel avec enregistrement des désordres identifiés (fissures, écaillages, ferrailage apparent,...) ;
- tous les 10 ans, par un prestataire qualifié pour ce type d'installation, par contrôle de la résistance du béton et de son vieillissement ainsi que la corrosion du ferrailage.

Les travaux de réparation des désordres identifiés lors de ces contrôles sont réalisés dans l'année qui suit le contrôle et font l'objet d'enregistrement.

Le premier contrôle décennal est réalisé sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 6. Tour d'élévation SCOBAT

L'article 8.1 « Limitation des poussières » de l'arrêté d'autorisation susvisé est complété ainsi :

L'exploitant procède à un suivi rigoureux de l'étanchéité des équipements de manutention et des opérations de nettoyage dans la tour d'élévation SCOBAT afin de prévenir le risque d'explosion secondaire.

Article 7. Publicité

Conformément à l'article R 181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Plouisy et peut y être consultée ;

2° Une copie de l'arrêté est affichée à la mairie de Plouisy pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat en Côtes-d'Armor pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 8. Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R 181-50 du code de l'environnement, sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, le présent arrêté peut être déféré à la juridiction administrative soit le Tribunal Administratif de Rennes (Hôtel de Bizien – 3 Contour de la Motte – 35044 RENNES Cedex) :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal Administratif peut être saisi d'une requête déposée sur l'application « Télérecours citoyen » accessible à partir du site Internet : www.telerecours.fr.

Conformément à l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la décision peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux :

- d'un recours gracieux, adressé au Préfet des Côtes-d'Armor - Préfecture des Côtes-d'Armor- 1, Place du Général de Gaulle - BP 2370 - 22023 Saint-Brieuc Cedex 1 ;

- ou d'un recours hiérarchique adressé au Ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires – direction générale de la prévention des risques - Grande Arche de la Défense Paroi Sud - 92055 La Défense Cedex ;

qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

En application de l'article R.181-51 du code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre de cette décision, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci au Préfet des Côtes-d'Armor et au bénéficiaire de la décision. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

Cette notification doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours au Préfet et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

Article 9. Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à l'exploitant et adressée au maire de Plouisy.

Saint-Brieuc, le - 3 FEV. 2025

Pour le Préfet et par délégation

Le Secrétaire général,



Georges SALAÜN